



Visite du nouveau Directeur Général de l'Administration Pénitentiaire au SPIP de Marseille le 19 juin 2026

Monsieur le Directeur Général,

Votre visite sur le MO de Marseille intervient dans un contexte des plus critiques pour tous les services du département. Le SPIP des Bouches du Rhône est l'un des plus gros SPIP de France. Il est composé de plus de 250 personnels qui interviennent auprès de 6000 PPSMJ en MO et auprès de 5000 détenus sur les 5 établissements pénitentiaires du ressort.

Les difficultés y sont réelles, objectivables et sont régulièrement abordées en CSA, CSA FS et en audience DISP. Il est urgent de nous doter de **moyens humains et financiers adaptés** afin de répondre à nos missions de prévention de la récidive et de réinsertion. Le focus médiatico-politique mis sur l'Administration pénitentiaire, et plus largement sur notre Ministère depuis des mois, vient renforcer le sentiment d'insécurité professionnelle de tous les agents, des PA jusqu'aux DPIP, et bousculer la longue liste des priorités. Une question taraude cependant les esprits : quand tout est sensible et priorité, où se trouve LA priorité ?

La réalité c'est qu'il manque 62 agents sur le SPIP 13, soit 37 CPIP (dont 29 rien que pour l'antenne de Marseille), 7 DPIP, 2 ASS, 5 Personnels administratifs, 7 ASE, 1 psychologue et 3 coordonnateurs culturels.

Les **Organigrammes de Référence** sont caduques et ne permettent plus de faire face à l'accroissement des publics pris en charge en MO comme en MF. S'il est urgent de réviser les OR du 13 et des autres services de l'inter-région pour tous les corps, il est absolument nécessaire de lancer des plans de recrutement pérennes et massifs, dans le but de venir colmater l'hémorragie.

Autre point que nous souhaitons soulever à l'occasion de votre visite: **le besoin urgent de sécuriser la filière Insertion Probation, qui subit depuis 2 ans des attaques répétées, mettant en cause l'expertise professionnelle des SPIP au gré des événements politiques et médiatiques** (activités jugées « ludiques et provocantes », les atteintes par voie de presse contre tout un pan du cœur de notre métier, suspension des PS collectives, CSA SPIP vidé de son contenu, notes sur les publics et détenus étrangers), **au profit de l'ultra sécuritaire**. L'expertise professionnelle et les valeurs du service public sont très fortes en SPIP, mais les RPS y sont aujourd'hui très élevés. Nous avons besoin de connaître vos orientations sur ces points.

Nous restons convaincus que la Justice et ses valeurs humanistes s'inscrivent comme un vecteur de lien social, nécessaire au bon fonctionnement de la société.

Nous ne cesserons de solliciter des arbitrages budgétaires permettant d'atteindre ce but.

Ce sont les choix politiques qui déterminent les contraintes budgétaires et non l'inverse.

Marseille, le 19 juin 2026.